

# 2019

## ANTIGONE

**Carole JOLLAIN**  
*Directrice*

**Frédéric LABICH**  
*Chef de service*

10 rue Mazagran  
54000 NANCY

Tél : 03 83 26 56 66

Fax : 03 83 27 95 08

courriel :  
[antigone@asso-ars.org](mailto:antigone@asso-ars.org)



## MISSION

Antigone est un Service Social Spécialisé en Milieu Ouvert qui développe une intervention sociale dans le cadre de deux actions spécifiques :

### La prostitution

Lutte contre l'exclusion des personnes pratiquant la prostitution.

Prévention des risques chez les jeunes.

Assistance aux personnes victimes de la traite des êtres humains.

Elle porte sur l'amélioration des conditions d'existence de toute personne concernée par la prostitution, qu'elle soit en situation ou en risque de prostitution et ce dans une perspective d'accueil à bas seuil. L'action du Service Antigone participe à la réduction des risques sanitaires et sociaux au sein de cette population.

### La prévention des addictions et soutien à la parentalité

Accueil des personnes orientées par le Parquet de Nancy et de leur famille dans le cadre des mesures alternatives aux poursuites pénales liées à une infraction à la législation sur les stupéfiants.

Accueil, écoute et accompagnement des consommateurs et de leur famille qui sollicitent le service en direct ou sur les conseils de services partenaires.

Interventions collectives : prévention, information, sensibilisation auprès de groupes.

## FINANCEMENT

Agence Régionale de la Santé – Promotion de la Santé

État - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Délégation Régionale des Droits des Femmes

Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances

NANCY MÉTROPOLE - Contrat Urbain de Cohésion Sociale

MILDECA - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

## RAYONNEMENT GÉOGRAPHIQUE

Le rayonnement géographique du service est départemental. Néanmoins, l'essentiel de son activité se concentre sur le bassin de vie de la Métropole du Grand Nancy (sortie de terrain, accompagnement social).

Concernant la prévention des addictions, les personnes rencontrées résident sur le sud Meurthe-et-Mosellan.

L'implication d'Antigone dans le réseau national de services spécialisés l'amène à traiter les situations de personnes demeurant sur d'autres villes ou départements. Il s'agit alors de proposer un soutien technique à distance, une prise en charge par le service ou une orientation vers tout autre lieu adapté à la situation de la personne.

Le service Antigone est agréé pour accompagner les personnes engagées dans un parcours de sortie de la prostitution sur les départements de Moselle et de Meurthe-et-Moselle

## ÉQUIPE

### Personnel médico-social

Chef de service	0,25 ETP
Infirmier	0,50 ETP
Travailleurs sociaux	2,00 ETP



## Prévention des addictions et soutien à la parentalité

- Entretien individuel de prévention : 64
- Accompagnement social dans la durée : 19
- Parents et proches : 5
- Prévention collective
  - ➔ **Stage de sensibilisation aux dangers des drogues.**
    - Public PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse) :  
49 stagiaires et 25 parents
    - Adultes ANPAA :  
124 stagiaires
  - ➔ **Mission locale de Nancy** : 408 jeunes entre 18 et 25 ans
  - ➔ **Intervention Prévention Grand Public** : 4 manifestations
  - ➔ **Intervention Public Mineurs et Scolaires** : 4 manifestations

14 personnes et 5 familles, soit 19 ménages sont engagés dans une démarche de soutien dans la durée et ont maintenu un contact avec le service au 31 décembre 2019.



## Accompagnement médico-social des personnes en risque ou en situation de prostitution

- **123 personnes prises en charge sur l'année :**
  - ➔ 60 personnes rencontrées lors du travail de rue et 63 personnes ne pratiquant pas la prostitution de rue ont bénéficié d'un accompagnement du service en 2019.
  - ➔ 79 % des personnes rencontrées se sont engagées dans des démarches médico-sociales en journée soit 97 personnes.

### Prévention des risques sanitaires et accès aux soins :

- ➔ 454 actes de prévention en travail de rue.
- ➔ 300 démarches de soins en journée accompagnées par l'IDE de prévention.

### Accompagnement social (hors la rue) :

- ➔ 1 025 accompagnements ou entretiens en journée dont 725 démarches d'accès aux droits et à l'insertion sociale.
- ➔ Parcours de sortie de la prostitution :
  - 5 dossiers présentés en commission de Meurthe et Moselle.
  - 7 dossiers soutenus en commission de Moselle.
- ➔ 24 personnes domiciliées au Service Antigone.

2 journées de formation des professionnels dans le département des Vosges :  
40 personnes.

**42 personnes en accompagnement effectif au 31 décembre 2019**

## SOMMAIRE

<b>1. FINANCEMENT</b>	2
<b>2. INTERVENTION MEDICO-SOCIALE AUPRES DES PERSONNES PROSTITUEES</b>	2
2.1 Objectif général	2
2.2 Sociologie de la prostitution	3
2.2.1 <i>Sur l'espace public</i>	3
2.2.2 <i>Sur l'espace privé ou semi privé</i>	3
2.3 Public bénéficiaire en 2019	3
2.4 Répartition de l'activité du service selon les programmes d'intervention	4
2.4.1 <i>Répartition des actes et démarches médicosociales réalisées en 2019</i>	4
2.4.2 <i>Répartition des temps d'intervention selon les fonctions en 2019</i>	5
2.4.3 <i>Observatoire et évaluation des pratiques érotiques tarifées sur internet</i>	17
2.4.4 <i>Formation des professionnels et animation de réseau</i>	17
2.5 Perspectives 2020	18
<b>3 PREVENTION DES ADDICTIONS CHEZ LES CONSOMMATEURS DE PRODUITS PSYCHOACTIFS ET SOUTIEN A LA PARENTALITE</b>	18
3.1 Objectifs de l'action	18
3.2 Moyens mis en œuvre	19
3.2.1 <i>Les moyens humains</i>	19
3.2.2 <i>Les outils mobilisés</i>	19
3.2.3 <i>Les partenaires</i>	19
3.3 Résultats	20
3.3.1 <i>Les entretiens individuels</i>	20
3.3.2 <i>Les interventions collectives</i>	20
3.4 Mesures d'avertissement avec orientation	20
3.5 Prévention des conduites addictives chez les jeunes P.J.J	21
3.6 Stages de sensibilisation aux dangers des drogues à destination des adultes	22
3.7 Actions collectives de prévention	23
3.8 Accompagnements sociaux	23
3.9 Observatoire des pratiques addictives	24
3.9.1 <i>Les profils des publics reçus en mesure d'avertissement</i>	24
3.10 Perspectives 2020	26

## 1. FINANCEMENT

Le Service Antigone développe une action de prévention des risques sanitaires et sociaux chez les personnes pratiquant la prostitution financée par :

- ✓ Direction Départementale de la Cohésion Sociale 54 (DDCS) – Agence Régionale de Santé Délégation 54
- ✓ Contrat de ville, Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) Sécurité Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN)/ACSE
- ✓ Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité des Chances

Le Service Antigone développe une action de prévention des conduites addictives financée par :

- ✓ Agence Régionale de Santé Délégation 54
- ✓ Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA)

Nous intervenons en prestation de service auprès de l'ANPAA.

## 2. INTERVENTION MEDICO-SOCIALE AUPRES DES PERSONNES PROSTITUEES

### 2.1 Objectif général

Il s'agit de prévenir et réduire les risques sanitaires et sociaux chez les personnes en risque ou en situation de prostitution sur le Département de Meurthe-et-Moselle.

Si les personnes qui pratiquent la prostitution de rue se caractérisent par une absence de lien avec les services médico-sociaux de droit commun, la file active du service est aussi constituée de personnes qui peuvent avoir des liens avec des professionnels de l'Aide ou de l'Action Sociale mais qui vont taire leur activité ou leur parcours de « Victimes de la Traite des Etres Humains ».

La démarche proactive « Aller au-devant des personnes » mise en place par le service, a pour objectif d'engager avec les personnes les démarches nécessaires pour rétablir le contact et permettre l'accès aux droits et aux soins, préalable incontournable à un éventuel engagement dans un parcours d'insertion sociale et personnel alternatif à une prostitution subie.

En parallèle, le travail de réseaux avec les professionnels de l'action sociale permet de mieux appréhender les situations à risques et d'agir en prévention, notamment en direction de jeunes en rupture ou en grande précarité sociale qui pourraient avoir recours à la prostitution ou d'autres pratiques assimilées.

Le service Antigone dispose de l'agrément pour les départements de Moselle (septembre 2018) et Meurthe-et-Moselle (septembre 2017). Ces agréments permettent de mettre en place les « Parcours de Sortie de la Prostitution »<sup>1</sup> des personnes qui ont obtenu l'accord de la Commission Départementale de Lutte contre la Prostitution, le Proxénétisme et la Traite des Etres Humains aux Fins d'Exploitation Sexuelle.

<sup>1</sup> Le Parcours de Sortie de la Prostitution est une disposition de la loi du 13 avril 2016

## 2.2 Sociologie de la prostitution

### 2.2.1 Sur l'espace public

La sociologie des personnes pratiquant la prostitution de rue à Nancy évolue peu. On peut catégoriser la population en 3 groupes :

- Les personnes étrangères (africaines et pays de l'est) qui arrivent sur Nancy essentiellement par le biais de réseaux de traite des êtres humains,
- Les jeunes en rupture sociale et familiale qui pratiquent une prostitution de subsistance. Leur présence est ponctuelle et elles sont parfois difficilement repérables compte tenu de leurs habitudes de travail et des risques à se confronter à des groupes constitués de femmes étrangères,
- Les personnes qui exercent cette activité depuis de nombreuses années et que l'on peut considérer comme « traditionnelle ». On assiste cependant à une baisse régulière de leur nombre depuis plusieurs années.

L'application des mesures de lutte contre l'achat de service sexuel à l'encontre des clients de personnes prostituées en fin d'année 2016 a provoqué une nette diminution de la prostitution de rue (-35%) du fait de la baisse de la demande. Les services de police ont procédé à l'interpellation de plusieurs clients pour flagrants délits lesquels ont comparu devant le tribunal de police. Pour l'année 2019, une personne a été reçu par le service dans le cadre d'une mesure alternative aux poursuites.

On assiste cependant à une stabilisation du nombre de personnes rencontrées sur l'espace public par rapport à l'année 2018.

### 2.2.2 Sur l'espace privé ou semi privé

On notera les pratiques suivantes :

- Les personnes qui pratiquent la prostitution indoor (hors de l'espace public) via les sites d'annonces internet. Les clients sont rencontrés dans un logement loué et spécifiquement dédié à l'activité ou à l'hôtel durant de courts séjours (escort-tour).
- Les personnes qui pratiquent une prostitution cachée à l'abri des regards dans certains lieux de résidence ou d'hébergement temporaire.

## 2.3 Public bénéficiaire en 2019

On notera :

- Les personnes rencontrées « hors la rue » représentent désormais la majorité des personnes suivies par le service.
- Une prostitution de rue qui reste visible mais en nette diminution.
- L'existence d'une prostitution cachée, essentiellement par internet. La collaboration entre les services de l'association ARS accueillant des demandeurs d'asile afin d'identifier d'éventuelles situations à risque de Traite des Etres Humains actuelles ou passées.

	Public rencontré lors du travail de rue		Suivi social hors la rue		Total	
	Effectif	Variation	Effectif	Variation	Effectif	Variation
2017	71	-35%	53	2%	124	-23%
2018	60	-18%	57	7%	117	-6%
<b>2019</b>	<b>60</b>	<b>0%</b>	<b>63</b>	<b>10%</b>	<b>123</b>	<b>5%</b>

La file active est en augmentation de 5% par rapport à l'année 2018 et se caractérise comme suit :

- Sur 70 personnes repérées lors des maraudes, 60 personnes ont été contactées parmi lesquelles 77 % ont engagés des démarches médico-sociales en journée (contre 80 % en 2018).
- 63 personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue et qui se sont engagées dans un accompagnement en vue d'améliorer leur situation personnelle ou pour tenter de s'engager dans la réalisation d'un projet alternatif.

Au total ce sont 123 personnes qui ont bénéficiés d'une intervention du service en 2019.

#### 2.4 Répartition de l'activité du service selon les programmes d'intervention

Le gestionnaire d'activité du service permet d'identifier la nature des actes réalisés et le temps d'intervention par professionnel.

##### *2.4.1 Répartition des actes et démarches médicosociales réalisées en 2019*

L'action du service a généré 454 contacts sur l'année auprès des 60 personnes rencontrées pratiquant la prostitution de rue contre 730 en 2018. Les principales thématiques abordées concernent la santé (prophylaxie des IST/VIH/hépatites...), l'accès aux droits et la sécurité des personnes.

L'accompagnement de jour des 123 personnes a permis de réaliser 1412 actes sur l'année.

Au total, l'action du service en 2019 a produit 1936 actes médico-sociaux qui se déclinent comme suit :

		Nombre d'actes par action	%	Total des actes médico-sociaux	%	TOTAL des actes sur le programme PROSTITUTION en 2019
INTERVENTIONS EN SANTE	Actions collectives de prévention	25	5.5%	457	23.5%	1936
	Accompagnement, démarches de soins et dépistages	252	55%			
	Administration des dossiers "suivi en santé"	180	39.5%			
Prévention en travail de rue		454		23.5%		
INTERVENTIONS SOCIO-EDUCATIVES	Accompagnement, démarches sociales et administratives	275	27%	1025	53%	
	Accès aux droits des personnes prostituées	334	33%			
	Accompagnement aux projets d'insertion sociale	391	38%			
	Dispositif observatoire de la prostitution	25	2%			

La santé (accès aux soins et prévention) représente 47 % du total des actes réalisés (55 % en 2018) tandis que les actions socio-éducatives représentent 53 % des actes contre 45 % l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par la diminution du nombre de contact de rue.

Afin d'optimiser le temps d'intervention pour les démarches de prévention en santé, les professionnels du service organisent des déplacements collectifs pour les personnes d'une même communauté. Ainsi, le travail de partenariat réalisé en amont par l'infirmière de prévention permet de rationaliser les déplacements médicaux avec le Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CEGIDD) de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN) ou le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy (CHRU).

#### 2.4.2 Répartition des temps d'intervention selon les fonctions en 2019

Le tableau ci-dessous présente la répartition des temps d'intervention par professionnels. On peut constater que les démarches en santé et prévention représentent 1178 heures. En comparant cette répartition avec le tableau des actes réalisés, on constate que les 47 % de temps d'intervention médicale produisent 47 % du total des actes médico-sociaux réalisés sur l'année.



		Infirmière de prévention	Educatrice spécialisée	Assistant de Service Social	Cumul des heures d'intervention par action	Total des heures	%	TOTAL
INTERVENTIONS EN SANTE	Actions collectives de prévention	40	30	30	100	1178	47%	2518
	Accompagnement démarches de soins	438	60	60	558			
	Prévention en travail de rue	100	100	200	400			
	Administration des dossiers "suivi en santé"	120			120			
INTERVENTIONS SOCIO-EDUCATIVE	Accompagnement, démarches sociales et administratives		80	350	430	1340	53%	
	Accès aux droits des personnes prostituées		20	350	370			
	Accompagnement à la vie quotidienne des personnes victimes de la traite hébergées	60	270	150	480			
	Dispositif observatoire de la prostitution		60		60			

#### 2.4.2.1 La file active du service en 2019

La file active des personnes suivies par le service se distingue en deux catégories. La première correspond aux personnes qui pratiquent la prostitution de rue et qui sont rencontrées lors des maraudes. Le second groupe est constitué des personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue et/ou qui sont engagées dans un projet d'insertion.

##### 2.4.2.1.1 Le travail de rue

Le travail de rue est le média principal permettant de rencontrer les personnes sur l'espace public. Les professionnels sont bien identifiés par le public compte tenu de leur présence régulière sur le terrain et par l'information diffusée par les personnes connaissant le service auprès de leurs collègues récemment arrivées.

L'action principale se décompose en deux temps. Le premier consiste à établir le contact avec les personnes au travers des « maraudes » en proposant du matériel de prévention (préservatif, lubrifiant, gel antibactérien...) associé à une information actualisée sur les risques sanitaires et sociaux liés à la pratique de la prostitution de rue. Il s'agit ensuite de proposer un accompagnement vers les dispositifs de dépistage et de soins selon la demande exprimée par la personne ou le besoin identifié par les professionnels.

Les sorties de terrain se déroulent de 22h00 à 3h00 du matin. L'équipe est composée d'un binôme homme-femme avec la présence une fois sur deux d'une infirmière de prévention. Le véhicule est adapté pour recevoir les personnes seules ou en groupe. Les intervenants médicosociaux proposent un temps de pose autour d'une tasse de café ou de thé. Au-delà de la prophylaxie des IST, les échanges portent sur différents sujets qui préoccupent les personnes tels que leurs conditions de vie, leurs éventuelles difficultés sociales ou personnelles.

Les intervenants proposent du matériel de prévention, répondent aux demandes formulées et invitent à rencontrer le service en journée essentiellement pour réaliser des démarches de santé.

Sur le travail de rue, on note que 80 % des personnes repérées ont été contactées. Au total, le service a établi 454 contacts pour 60 personnes.

	Moyenne des contacts par sortie en 2019	Moyenne des contacts par sortie en 2018
1er trimestre	15	17
2ème trimestre	10	16
3ème trimestre	14	15
4ème trimestre	12	14

Depuis 3 ans, on constate une baisse sensible du nombre de personnes rencontrées lors d'une sortie.

#### 2.4.2.1.2 Les accompagnements médicaux et sociaux en journée

Le travail de rue crée un lien qui permet d'engager, avec les personnes qui le souhaitent, un accompagnement durable en dehors du cadre des sorties de nuit. Ainsi, pour l'année 2019, sur 60 personnes accompagnées, 46 personnes se sont engagées dans un suivi social soit 77% des personnes rencontrées pratiquant la prostitution de rue.

En outre, 63 personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue se sont engagées dans un accompagnement à la réalisation d'un projet alternatif :

- 6 femmes, souvent jeunes (moins de 35 ans), en grande difficulté sociale (emploi, hébergement, etc...) et qui rencontrent d'importants problèmes de santé et/ou de toxicomanie. Elles pratiquent ponctuellement une prostitution de subsistance fortement liée à une addiction. L'action du service porte alors sur l'amélioration des conditions d'existence et l'accès aux soins et aux traitements.
- 20 personnes qui pratiquent la prostitution sur internet.
- 16 personnes qui ont bénéficié de l'intervention du service ont été reconnues victimes de la traite des êtres humains et accompagnées dans un parcours d'insertion durable parmi lesquelles 3 personnes qui ont bénéficié d'un hébergement en lien avec le dispositif AcSé pour la protection des victimes de la traite des êtres humains.
- 21 personnes qui sont engagées dans un projet d'insertion au long cours dont 5 dans le cadre d'un parcours de sortie de la prostitution.

Il convient d'ajouter 16 sollicitations pour des interventions ponctuelles en soutien à des professionnels ayant contactés le service.

#### 2.4.2.1.2.1 Les contacts en 2019

La file active des personnes rencontrées en maraude est en diminution depuis la mise en place de la loi contre l'achat de service sexuel qui vise les clients. La loi de 2016 semble générer deux types d'attitudes chez les personnes qui se prostituent. En premier lieu, on constate un déplacement de la prostitution sur les espaces privés via les sites de rencontres par internet ou les réseaux sociaux. Mais les professionnels du service sont aussi sollicités par certaines personnes pour bénéficier des mesures proposées par le dispositif « Parcours de sortie ». Elles se prostituent moins souvent sur la rue et sont davantage rencontrées en journée.

Nombre de contacts	Personnes rencontrées en sortie de nuit	%	Personnes rencontrées en journée	%
Moins de 5	20	33%	17	27%
Entre 5 et 9	15	25%	11	17%
Entre 10 et 20	19	32%	15	24%
Plus de 20	6	10%	20	32%
<b>Total effectifs</b>	<b>60</b>	<b>100%</b>	<b>63</b>	<b>100%</b>

Par ailleurs, le nombre de personnes en lien avec le service qui déclare une pratique de la prostitution hors la rue est en progression depuis trois ans (25% en 2019 contre 16% en 2018).

2019	Personnes différentes rencontrées en sortie de nuit	Personnes différentes rencontrées en journée
Janvier	21	29
Février	22	24
Mars	25	30
Avril	20	26
Mai		26
Juin		27
Juillet	26	34
Août	22	33
Septembre	16	31
Octobre		32
Novembre	12	35
Décembre	17	33
<b>Sur l'année</b>	<b>60</b>	<b>63</b>

Les maraudes étant réalisées en binôme homme-femme pour des questions de sécurité, le service n'a pas effectué de travail de rue les mois de mai, juin et octobre du fait de l'absence pour maladie du travailleur social référent. Le non-remplacement s'explique par la difficulté à recruter lorsque les renouvellements d'arrêts de travail prescrits sont de courtes durées. Il est apparu compliqué de procéder à des remplacements courts qui n'auraient pas permis d'instaurer le climat de confiance nécessaire pour travailler avec ce public. Par ailleurs, il n'a pas été possible de trouver sur cette

période un remplaçant travailleur social avec une bonne maîtrise de la langue anglaise, indispensable pour communiquer avec des personnes pratiquant la prostitution de rue.

#### 2.4.2.1.2.2 Les premières rencontres

Le service a rencontré 25 nouvelles personnes en 2019 dont deux tiers ne pratiquent pas la prostitution de rue. Pour la première fois, les nouvelles personnes rencontrées en journée sont plus nombreuses que celles rencontrées en sortie de nuit.

Première rencontre	Effectif	%
Public hors la rue	16	64%
Public rue	9	36%
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>100%</b>

#### 2.4.2.2 Données sociodémographiques des personnes rencontrées en 2019

##### 2.4.2.2.1 Répartition du public selon la nationalité et le type d'activité

En 2019, trois personnes accompagnées sur quatre sont étrangères. Les personnes en provenance du Nigeria représentent la moitié de la file active.

Pays d'origine	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
France	11	9%	18	14%	29	23%
Europe de l'Est	9	7.5%	14	11.5%	23	19%
Afrique Sub-saharienne	36	29.5%	24	19.5%	60	49%
Amérique du Sud	4	3.5%	7	5.5%	11	9%
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>49.5%</b>	<b>63</b>	<b>50.5%</b>	<b>123</b>	<b>100%</b>

75 % des personnes pratiquant la prostitution de rue sont étrangères (75 % en 2018 contre 72 % en 2017). Il en est de même pour les personnes qui ne sont rencontrées qu'en journée. On notera une augmentation sensible du nombre de personnes originaires d'Afrique Subsaharienne pratiquant la prostitution de rue. Elles représentent en effet 60 % de l'effectif total « Public Rue » (contre 20 % en 2018). Par ailleurs, on constate une augmentation du nombre des personnes transgenres rencontrées hors la rue en 2019, soit 7 personnes contre une seule en 2018.

#### 2.4.2.2.2 Droit au séjour

Titre de séjour	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
Carte nationale d'identité	11	9%	18	14.5%	29	23.5%
Réfugié ou protection subsidiaire	0	0	12	10%	12	10%
Demande d'asile	7	5.5%	7	5.5%	14	11%
Demande d'asile (Dublin)	5	4%	2	1.5%	7	5.5%
Sans titre de séjour	15	12.5%	0	0%	15	12.5%
Réexamen demande d'asile	7	6%	6	5%	13	11%
Titre de séjour temporaire	3	2%	4	3.5%	7	5.5%
Non connu	3	2%	0	0%	3	2%
Ressortissant de l'Union Européenne	9	7.5%	14	11.5%	23	19%
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>48.5%</b>	<b>63</b>	<b>51.5%</b>	<b>123</b>	<b>100%</b>

15 personnes sans titre de séjour ont été rencontrées lors des maraudes en 2019 contre 7 en 2018 (Afrique Subsaharienne et Amérique du Sud).

Nous n'avons pas connaissance de personnes qui se maintiennent dans une pratique de la prostitution dès lors qu'elles deviennent titulaires d'un statut de réfugié ou d'une protection subsidiaire. L'intervention médico-sociale s'organise alors dans un projet d'insertion professionnelle et un projet de relogement adapté à la situation des personnes. Le parcours commence par un accueil en CHRS collectif ou diffus puis, lorsque les ressources le permettent, les personnes déposent une demande de logement social qui aboutit par un logement autonome.

Si, au total, l'effectif des personnes originaires de l'Europe de l'Est ne varie pas par rapport à 2018, on notera une moindre présence de ce groupe lors des maraudes d'un effet de la mise en œuvre de la loi de 2016 qui réorganise les pratiques de la prostitution (baisse de la prostitution de rue et augmentation des pratiques « indoor » pour réduire le risque de pénalisation des clients).

#### 2.4.2.2.3 Age et genre

Sexe/genre	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
Transgenre	4	3%	6	5%	10	8%
Homme	0	0%	0	0%	0	0%
Femme	56	46%	57	46%	113	92%
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>49%</b>	<b>63</b>	<b>51%</b>	<b>123</b>	<b>100%</b>

Les femmes sont largement majoritaires. Les personnes transgenres représentent 10 % de la file active (contre 12 % en 2018).

Age	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
Moins de 20	1	2%	5	8%	6	5%
De 20 à 24	13	22%	9	14%	22	18%
De 25 à 34	24	40%	33	52%	57	46%
De 35 à 44	13	22%	9	14%	22	18%
45 et plus	9	15%	7	11%	16	13%
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>49%</b>	<b>63</b>	<b>51%</b>	<b>123</b>	<b>100%</b>

La prostitution des mineurs ou des jeunes majeurs est un problème émergent en France. Ainsi, à l'échelle nationale, la presse s'est fait l'écho de plusieurs affaires impliquant des personnes mineures pratiquant la prostitution mais aussi exploitant d'autres mineures. Le service n'a cependant pas constaté d'augmentation sensible du nombre de personnes de moins de 20 ans dans la file active. La prostitution des mineur(e)s est absente de l'espace public et se retrouve surtout sur internet et les réseaux sociaux qu'il est particulièrement difficile d'atteindre.

#### 2.4.2.3 Typologie des démarches et accompagnements en 2019

##### 2.4.2.3.1 Objectif

Les objectifs de l'intervention rue se déclinent comme suit :

- Agir sur les précarités qui ont conduit à la pratique de la prostitution,
- Agir sur les contraintes personnelles, économiques et sociales au travers d'un projet d'insertion,
- Améliorer le quotidien des personnes prises en charge et proposer des alternatives crédibles à la pratique de la prostitution,
- Créer les conditions favorables à une prise de décision éclairée pour les personnes pratiquant la prostitution,
- Garantir l'accès à la santé.

##### 2.4.2.3.2 Accompagnement aux démarches de santé

Toutes les personnes accompagnées dans une démarche de santé font l'objet d'un « bilan » de situation (droit à l'assurance maladie, dernier dépistage réalisé, vaccination, campagne de prévention des cancers, médecin traitant identifié, ...).

L'action du service a généré 300 démarches en santé parmi lesquelles l'accompagnement aux soins et consultations représente 44 % des interventions (54 % en 2018).

Thématique démarches de soins	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
	(n=60)		(n=57)			
Dépistage des IST	20	7%	23	7.5%	43	14.5%
CLAT	4	1%			4	1%
Vaccination	10	3.5%	10	3.5%	20	7%
Contraception	10	3.5%	10	3.5%	20	7%
Education du patient et conseil en santé	40	13%	46	15%	86	28%
Accompagnement, soins et consultation	80	26.5%	51	17%	131	43.5%
<b>Total</b>	<b>164</b>	<b>54.5%</b>	<b>140</b>	<b>46.5%</b>	<b>304</b>	<b>100%</b>

#### 2.4.2.3.3 Actions collectives en santé

Les ateliers Santé sont animés par l’infirmière de prévention et, selon la nécessité par un intervenant social. Le choix des thématiques est déterminé en fonction des préoccupations des personnes rencontrées et des difficultés ou besoins repérés par les professionnels. Les ateliers, d’une durée moyenne d’1h30, ont lieu en fin d’après-midi. 15 ateliers ont été mis en place en 2019.

##### ✓ Les ateliers

- Le parcours de soin : « Que faire si j’ai mal ? »

3 séances ont eu lieu. Sur les 31 personnes ciblées, 14 ont participé aux ateliers.

L’atelier consiste à présenter les différentes structures de soins de l’agglomération nancéienne à travers un jeu de mise en situation permettant aux personnes de comprendre et de s’approprier les informations. Un livret, traduit dans une langue comprise par la personne et récapitulant ces données, est remis en fin de séance. L’information et le matériel conçu pour cet atelier continu d’être délivré en individuel auprès des personnes que nous rencontrons.

- Atelier « Vestiaires »

En partenariat avec les étudiants de l’IRTS de Lorraine, une action de récupération de vêtements d’hiver a permis d’organiser un vestiaire dans les locaux du service, rue Mazagran. 7 séances se sont déroulées qui ont accueillies 21 personnes.

- Atelier « Lien social »

La pratique d’activités collectives qui n’étaient pas centrées sur les questions de santé a permis de tisser un lien avec plusieurs personnes, essentiellement engagées dans un projet de réinsertion après l’obtention de titre de séjour.

- Galette des Rois : 2 animations pour 12 personnes.
- Promenade Parcs et Jardins : 2 sorties pour 6 personnes.
- Foire attractive : 2 sorties pour 5 personnes.
- Atelier théâtre :

### Genèse et objectifs :

Il apparaît que les personnes confrontées à des situations prostitutionnelles peuvent progressivement perdre certains liens fondamentaux avec la société. Cette exclusion est liée à des phénomènes de retrait social, d'indifférence et parfois de dépression, peu propice à la communication et à la mobilisation.

L'altération du lien à l'autre s'explique également par la forte dépréciation qu'ont les personnes d'elles-mêmes. La prostitution renvoie, dans l'imaginaire collectif, à des représentations très négatives qui induisent chez les personnes concernées une auto-stigmatisation et une altération de l'estime de soi. La participation aux actions culturelles a pour but, outre l'aspect occupationnel, de valoriser les personnes investies dans un projet. L'élaboration du projet d'atelier théâtre peut alors savoir comme objectif général la réinsertion par la resocialisation et le travail sur l'estime de soi. L'atelier a donc pour visée de travailler « l'humain », de mobiliser les atouts et les compétences de chacun en se « risquant », c'est-à-dire laisser exprimer sa créativité, ses inspirations, ses réflexes, ses émotions, etc...

### Modalités et organisation :

**Lieu :** Centre d'Hébergement Camille Mathis, réservation de la salle de réunion disposant d'un grand espace.

**Période :** Décembre 2019, 5 séances les lundis ou mercredis de 16h00 à 18h00.

**Participants :** 8 personnes suivies par le service ayant rompu avec la pratique prostitutionnelle.

**Animation :** Lionel MADUREIRA (Formation CERF « Animation Atelier Théâtre » / Niveau 1 et 2.

**Equipe encadrante :** Betty BOURGEOIS et une stagiaire E.S (observation participante).

Au préalable, nous avons organisé une réunion d'information pour favoriser la mobilisation : recensement sur leurs connaissances sur la pratique théâtrale, explication d'exercices, objectifs recherchés et règles à respecter. L'accent a été mis sur la maîtrise de la langue française, nécessaire à la pratique. Nous devions participer à un spectacle organisé par le festival « RING » Manufacture en avril 2020. Nous n'avons pas finalisé ce projet pour cause de crise sanitaire « COVID-19 ».

### Participation :

Toutes les personnes étaient des femmes originaires d'Afrique subsaharienne.

- 4 ont un droit de séjour et sont salariées, 2 ne travaillent pas et 2 sont en attente de régularisation.
- 2 maîtrisent la langue française, 3 moyennement et 3 très peu.
- 8 personnes ont participé à l'atelier. 4 l'ont été de manière très assidue, 1 a abandonné après la 1<sup>ère</sup> séance.

### Résultat (par questionnaire) :

**Evaluation par questionnaire sur une échelle numérique de 1 à 10 :**

- Pratique théâtrale : 9.3/10
- Pratique de la langue française : 8.1/10



### **Suggestions positives :**

1 – **Découvrir et/ou dépasser ses capacités** : « Je découvre l'improvisation et mes capacités à improviser », « J'ai appris sur mes capacités à parler devant des gens », « J'ai pu faire des choses que je ne pensais pas faire », « J'ai pu me dépasser », « J'ai pu travailler sur ma timidité », « Ça m'a aidé à avoir confiance en moi ».

2 – **Améliorer sa pratique en langue française** : « Aide à parler mieux français », « J'ai parlé français », « J'ai entendu parler français ».

3 – **Améliorer son bien-être** : « Je me suis amusée », « J'ai passé du bon temps ».

4 – **Activité physique** : « C'est sportif », « Ça m'a permis de bouger, c'est comme du sport ».

5 – **Rompre l'isolement** : « J'ai pu être avec des autres et faire des choses avec d'autres personnes en collectivité ».

### **Suggestions négatives :**

1 – **Ne pas avoir continué le travail à base de texte** : « Je voulais travailler avec les textes donnés ».

2 – **Trop peu de séances** : « Je voulais que ça continue ».

3 – **Difficulté pour ceux qui ne maîtrisent pas le français** : « C'est difficile quand on parle pas français ».

### *Conclusion :*

La pratique théâtrale est une activité multidimensionnelle : le corps, le langage et les émotions sont mobilisés. Ainsi, chacun a pu développer ses capacités et travailler ses faiblesses. Les objectifs ont été atteints pour la plupart. Il serait pertinent de répondre aux attentes en prolongeant davantage cet atelier. Outre les apports personnels, cet atelier est un bon moyen pour travailler la relation professionnel/usagers.

## 2.4.2.3.4 Synthèse de la réalisation des objectifs en santé

Rappel des objectifs à priori	Indicateurs	Objectifs atteints Oui/non/partiellement	Raisons de l'écart
- Etablir un contact avec les personnes pratiquant la prostitution.	<b>Quantitatif :</b> Pers touchée/effectif décompté)	<b>Partiellement : 78</b> 77% de la population repérée dans la rue soit 60 personnes. 15 interventions en soutien technique aux professionnels.	Turn-over et temps de présence sur l'agglomération. Difficulté à contacter les personnes pratiquant la prostitution clandestine ou dans des lieux privés. Information des services en contact avec les publics cibles de l'action.
- Diffusion d'une information sur les pathologies/les risques et leurs prophylaxies.	<b>Qualitatif :</b> Amélioration des connaissances. Modification des comportements.	<b>Partiellement : 123</b> 80% de la population repérée soit 98 personnes. Contact et prévention de rue : 454.	Turn-over et temps de présence sur l'agglomération.
- Proposer des démarches de prévention.	<b>Quantitatif :</b> Pers rencontrées/pers dépistées  <b>Qualitatif :</b> Repérer les changements de comportement. Modifier les croyances. Mettre à jour les informations de prévention. Proposer des tests de dépistage.	<b>Partiellement : 123</b> 80% de la population rencontrée a bénéficié d'une information et/ou d'un accompagnement – orientation au dépistage.	Turn-over et temps de présence sur l'agglomération. Des demandes de santé sont à l'initiative de personnes qui appellent en dehors du cadre de l'action de terrain.
- Accompagner dans les démarches d'accès aux soins et aux droits.	<b>Quantitatif :</b> Nombre de demandes Nombre de démarches de santé et d'accès aux droits. Adhésion aux traitements.	<b>Partiellement : 123</b> 77% des demandes répondues.	Le service pose le principe d'une obligation de moyens en réponses aux demandes/besoins des personnes. Des demandes n'ont pas données suite à une réponse du fait de l'absence de la personne au rendez-vous.
- Améliorer la connaissance de la situation sanitaire des publics cibles ;	<b>Quantitatif :</b> Oui  <b>Qualitatif :</b> Oui		Le recueil d'information est conditionné par l'accord de la personne qui décide ou non de partager l'information.  Le travail de réseaux et la position de médiateur/traducteur apporte une bonne connaissance de l'état de santé des personnes.

#### 2.4.2.3.5 Les démarches d'insertion sociale

Thématique démarches sociales	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
Accès aux droits santé	30	9%	67	9%	97	9%
Accès aux droits sociaux	20	6%	40	6%	60	6%
Droit au séjour	120	37%	142	20%	262	25%
Emploi formation	20	6%	75	10%	95	9%
Enfance et famille	20	6%	40	6%	60	6%
Gestion budgétaire et aide financière	24	7%	40	6%	64	6%
Insertion sociale et culturelle	24	7%	70	10%	94	9%
Logement	52	16%	180	25%	232	22%
Justice	13	4%	50	7%	63	6%
Protection des personnes	4	1%	15	2%	19	2%
<b>Total</b>	<b>327</b>	<b>100%</b>	<b>719</b>	<b>100%</b>	<b>1046</b>	<b>100%</b>

#### 2.4.2.3.6 Accès aux droits

Les démarches d'accès à un titre de séjour représentent 25% du total des démarches sociales engagées par le service en 2019.

L'accès aux droits à la santé concerne 56 personnes et représente 97 démarches auprès des organismes. Le travail des intervenants sociaux consiste à soutenir l'accomplissement des démarches, améliorer la connaissance des dispositifs et procédures pour favoriser l'autonomie des personnes rencontrées. Le contrôle des droits est systématiquement réalisé par les membres de l'équipe ainsi, toutes les personnes en lien avec le service disposent d'une couverture sociale au terme de la prise en charge.

Les interventions sociales, hormis la question du droit au séjour, concernent davantage les personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue. Cette différence est liée au fait que les personnes étrangères pratiquant la prostitution de rue ne peuvent pas disposer des mêmes droits du fait de leur statut sur le territoire (ressources, droit au travail, etc...).

Sur 123 personnes accompagnées par le service, 28 ont bénéficié d'une domiciliation administrative.

#### 2.4.2.3.7 Emploi formation

En 2019, les personnes étrangères qui s'engagent dans un tel projet ont préalablement obtenu un statut de réfugié. L'accès à l'emploi et à la formation est un axe majeur pour les personnes qui souhaitent s'engager dans un parcours de sortie de la prostitution. L'accès à un titre de séjour pour les personnes étrangères et l'attribution d'une allocation constituent autant de moyens supplémentaires pour mettre en œuvre un projet d'insertion professionnelle.

#### 2.4.2.3.8 Gestion budgétaire et logement

L'accompagnement à la gestion budgétaire représente 6% des démarches et 22% des interventions sociales portent sur le logement.

42 personnes disposent d'un compte usager au service. C'est un outil d'aide à la gestion budgétaire essentiel pour les personnes qui sont hébergées par le service. Avec l'accord de la personne, l'Association peut percevoir certaines allocations (RSA, AAH) et ainsi l'accompagner dans la gestion budgétaire (paiement des charges locatives, épargne, ...). Il permet aussi à des personnes qui ne disposent pas de compte du fait de leur statut, de régler des factures ou des amendes (établissement de chèques sur le principe des avances/remboursements).

Les intervenants sociaux du service interviennent directement auprès des personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) qui sont hébergées ou disposent d'une domiciliation au service. Ils favorisent la mise en place d'un projet d'insertion dans le cadre de leur fonction de référent unique. Par ailleurs, on constate une augmentation des difficultés financières chez les personnes bénéficiaires des minima sociaux, du fait de la baisse du nombre de clients en prostitution de rue.

Tout comme en 2018, 3 personnes ont été hébergées par le service et ont pu obtenir le statut de réfugié. Une personne a pu bénéficier d'un relogement.

#### 2.4.2.3.9 Parcours de Sortie de la Prostitution

La Commission Départementale de Lutte contre la Prostitution et la Traite des Etres Humains a été constituée en fin d'année 2017. La totalité de ces dossiers concerne des personnes étrangères. 5 dossiers ont été validés sur 12 demandes et 4 parcours de sortie ont été effectivement mis en place. Les personnes sans ressources dont les dossiers ont été validés par la Commission Départementale pour intégrer un parcours de sortie de la prostitution peuvent bénéficier d'une allocation différentielle (l'Aide Financière à l'Insertion Sociale et Professionnelle) d'un montant de 300 €. 2 personnes ont été bénéficiaires de cette allocation car elles ne disposaient pas d'autres ressources. Les deux autres jeunes femmes exercent une activité professionnelle.

#### *2.4.3 Observatoire et évaluation des pratiques érotiques tarifées sur internet*

La méthode consiste à consulter régulièrement les annonces qui paraissent sur une liste de sites de petites annonces généralistes ou spécialisées et d'identifier les propositions de prestations dans chaque ville/département de Lorraine. Chaque semaine, l'équipe d'Antigone alimente une base de données pour suivre les évolutions qualitatives et quantitatives de ce phénomène sur l'ensemble de la région.

#### *2.4.4 La formation des professionnels et animation de réseau*

L'obtention de l'agrément pour les départements de Meurthe-et-Moselle et de Moselle a permis au Service Antigone de s'engager dans une activité de formation des professionnels de l'action sociale sur les deux départements avec l'appui des Délégations Départementales aux Droits des Femmes.

Deux journées se sont déroulées dans les Vosges qui ont permis de sensibiliser près de 40 professionnels.

En Meurthe-et-Moselle, les professionnels du service sont intervenus sur les structures accueillant des adultes et mineurs étrangers (associations et Conseil Départemental).

## 2.5 Perspectives 2020

Le travail engagé en 2019 avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) de Moselle, les professionnels et bénévoles qui rencontrent des personnes se prostituant en Moselle sera poursuivi et consolidé. Les professionnels du service vont poursuivre les actions en direction des professionnels sur les départements de Meurthe-et-Moselle et des Vosges. Par ailleurs, en concertation avec la déléguée aux Droits des Femmes 54, il est convenu de porter une attention particulière en direction des publics jeunes et la question de la prostitution « dans les quartiers ».

## **3 PREVENTION DES ADDICTIONS CHEZ LES CONSOMMATEURS DE PRODUITS PSYCHOACTIFS ET SOUTIEN A LA PARENTALITE**

### 3.1 Objectifs de l'action

En pratique, il s'agit de rencontrer dans le cadre d'un ou plusieurs entretiens les consommateurs pour :

- Informer sur les risques associés à la consommation,
- Délivrer une information sur différents thèmes en lien avec la prévention des conduites à risques et les produits,
- Evaluer la consommation des personnes accueillies,
- Permettre aux personnes de s'interroger sur leur consommation et favoriser une prise de conscience des conséquences sanitaires, psychosociales et judiciaires liées à leur conduite,
- Amener les personnes à développer des compétences personnelles et favoriser un environnement favorable à la non-consommation,
- Orienter les personnes évaluées en « usage problématique » vers des structures adaptées.

Les mesures « rappel à la loi avec orientation » et « stage de sensibilisation aux dangers des drogues » constituent une alternative aux poursuites judiciaires offertes aux personnes interpellées dans le cadre d'une infraction à la législation aux stupéfiants. La prévention des récidives et l'information exhaustive des dangers liés à une consommation de produits pouvant entraîner une addiction est un enjeu majeur de santé publique auprès d'un public déjà consommateur. L'expérience du service depuis 2005 a permis de mettre en évidence les comportements de consommation des personnes rencontrées, notamment sur les consommations de tabac et d'alcool. Ainsi, le professionnel qui rencontre les personnes propose depuis 2009 une information sur les dangers liés à la consommation chronique et abusive de ces produits.

## 3.2 Moyens mis en œuvre

### 3.2.1 Les moyens humains

Moyens en personnel : 0,70 ETP de travail social			
FONCTION	QUALIFICATION	En heure	Total
Travailleur social	Educatrice spécialisée DE	990	1085
Chef de Service	Assistant de service Social DE	95	

### 3.2.2 Les outils mobilisés

- Informations sensibilisation (information accueil – informations collectives),
- Prévention individuelle (accueil individualisé de prévention),
- Prévention – Actions auprès de groupes (ateliers pédagogiques, groupes de paroles),
- Dépistage – Repérage précoce,
- Prise en charge individuelle, accompagnement (prise en charge sociale, éducation à la santé).

### 3.2.3 Les partenaires

- Maison de la Justice et du Droit
- La Protection Judiciaire de la Jeunesse 54
- Les services de l’Aide Sociale à l’Enfance (UAU – UAE – REMM)
- REALISE
- La Maison des Adolescents de Nancy
- Service de Soins
- Centre de Soins, d’Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) du CHRU de Nancy : consultation cannabis – alcoologie – tabacologie
- Centre Médico-Psychologique Adultes et Adolescents
- Les services d’Action Sociale
- Les associations intervenant sur le champ de la santé et plus particulièrement de l’addiction et des dépendances : l’Echange, ANPAA, AIDES Réseau ville, hôpital, toxicomanie
- Le Service Social Départemental
- Les Services de Protection de l’Enfance
- Les services et établissements sollicitant une intervention du service en action collective de prévention
- L’Education Nationale : Etablissements scolaires
- L’ensemble des Services Sociaux de Droits Communs en contact avec les publics à risques
- Les parents et conjoints
- La Mission Locale de Nancy

### 3.3 Résultats

#### 3.3.1 Les entretiens individuels

- Entretien de prévention : 64 personnes reçues

Les entretiens individuels concernent les personnes orientées par le parquet dans le cadre d'une mesure alternative aux poursuites pénales. Les jeunes adressés par les services de réparation pénale de l'Association REALISE, le Service Territorial en Milieu Ouvert et Insertion (STEMOI) de Nancy et l'ANPAA.

Par ailleurs, le service est intervenu sur demande auprès de 5 familles de jeunes (mineurs ou jeunes majeurs) dans le cadre d'un soutien/médiation des relations intrafamiliales.

Les professionnels du service proposent une série de conseils d'orientation au terme des entretiens individuels.

#### 3.2.2 Les interventions collectives

60 interventions collectives sur l'année 2019 pour :

- 44 interventions ont été réalisées pour 408 jeunes stagiaires du dispositif Garantie Jeune mis en place par la Mission Locale de Nancy,
- 7 stages de prévention auprès des publics suivis par la P.J.J 54 (STEMOI de Nancy) qui ont permis de rencontrer 49 familles sur l'année (parents et enfants) dans le cadre d'ateliers collectifs et groupes de paroles,
- 9 stages organisés par l'ANPAA auprès de 124 personnes,
- Le service est intervenu sur 1 établissement scolaire de l'agglomération soit un total d'environ 120 jeunes collégiens.
- 4 soirées de prévention Festival Nancy Jazz Pulsation 2019.

### 3.4 Mesures d'avertissement avec orientation

Les personnes interpellées à la suite d'une infraction à la législation sur les stupéfiants se voient proposer une mesure alternative aux poursuites pénales. Elles sont alors orientées vers un délégué du procureur pour un « rappel à la loi ». Ce dernier oriente vers un service de prévention des addictions et de la toxicomanie. Les personnes disposent d'un délai fixé entre un et deux mois pour rencontrer un professionnel de l'action sociale formé aux questions de toxicomanie et de dépendance.

	Dispositif	Réunions – Séances - Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Entretien de prévention	Avertissement avec orientation	16	30	Travailleur social référent

La baisse du nombre de mesures d'avertissement avec orientation se confirme depuis 2015. Il apparaît ainsi un usage plus fréquent des mesures d'avertissement simple (rappel à la loi sans orientation vers un service de prévention) de la part des substituts.

### 3.5 Prévention des conduites addictives chez les jeunes P.J.J

Le volet P.J.J de l'action développe deux types de programme : intervention individuelle et intervention collective en direction d'un public de jeunes pris en charge au titre de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et leurs parents.

La réponse collective s'inscrit dans plusieurs cadres dès lors qu'un groupe est constitué :

- Le stage de sensibilisation mis en place sous le contrôle du service de la Protection Judiciaire de la Jeunesse 54 pour des jeunes consommateurs ayant commis une infraction à la législation sur les stupéfiants,
- Le stage citoyen mis en place par les équipes de travailleurs sociaux dans le cadre des mesures de réparation pénale,
- Une action de prévention auprès de jeunes identifiés par les éducateurs de la P.J.J par des prises de risques liées à une consommation de produits psychoactifs.

La réponse individuelle consiste à organiser un programme de plusieurs temps de rencontre avec la personne orientée en regard du diagnostic fait par les référents éducatifs de la P.J.J ou compte tenu des faits reprochés au mineur.

	Dispositif	Réunions – Séances - Rendez- vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Préparation des stages	PJJ 54	7	10	Travailleur social référent
Bilan de stage et bilan final de l'action		2	9	Chef de Service et travailleur social référent PJJ
Intervention module parents/mineurs		7	21	Chef de Service
Intervention module santé		7	18	Travailleur social référent
Accueil individuel des mineurs suite au stage de sensibilisation		24	70	Travailleur social référent
Orientation par le STEMOI de jeunes repérés en consommation problématique hors stages		8	18	Travailleur social référent
Accueil des parents		6	10	Chef de Service
Mesure accompagnement à domicile, soutien à la parentalité à la suite des rencontres parents / adolescents		19	156	Travailleurs social référent
<b>Total PJJ</b>			<b>312</b>	



49 familles ont bénéficié de l'action en 2019. 20 familles de mineurs ont participé aux groupes d'échange parents/enfants. 30 mineurs ainsi que 5 parents ont été rencontrés en entretien individuel. Les modalités de prise en charge permettent d'associer les parents sur un temps collectif et, si ces derniers le souhaitent, sur un temps individuel.

Par ailleurs, le service est intervenu sur demande auprès de 14 familles de jeunes (mineurs ou jeunes majeurs) dans le cadre d'un soutien/médiation des relations intrafamiliales. Dans ce cadre, le travailleur social propose en moyenne 5 à 6 rendez-vous, généralement en fin de journée afin de faciliter la présence des parents qui travaillent.

**Exemple d'accompagnement :**

L'éducatrice spécialisée d'ANTIGONE est sollicitée par le STEMOI de Nancy pour intervenir auprès d'Amandine. C'est une jeune fille de 17 ans qui consomme beaucoup de cannabis, qui est en échec scolaire et en conflit familial. Elle fait l'objet d'un suivi décidé par le Juge des Enfants à la suite d'une affaire de trafic de stupéfiants. Nous rencontrons Amandine une première fois avec son éducateur STEMOI (Service Territorial En Milieu Ouvert et Insertion) de Nancy. Son éducateur explique qu'Amandine n'est pas encore consciente de l'impact de sa consommation de cannabis sur sa vie personnelle, familiale et scolaire. Amandine est d'accord pour commencer un suivi avec ANTIGONE pour travailler sur sa consommation. Les premiers rendez-vous avec Amandine sont centrés sur son quotidien, la place et le rôle du cannabis dans ses journées. Les entretiens qui suivent permettent l'expression de souhaits, d'objectifs : fumer moins en journée, reprendre une scolarité et se rapprocher de sa maman. Dès lors, nous l'accompagnons selon un programme élaboré ensemble, lequel engage la notion de contrat. La fréquence des entretiens est définie par Amandine pour qu'elle puisse atteindre ses objectifs au mieux. Ainsi, nous avons recherché des livres de seconde afin qu'Amandine puisse « remettre un pied » sur le chemin d'une scolarisation prochaine. Elle s'engage à travailler ses cours à la maison en attendant une autre solution. La reprise d'une activité physique permet à Amandine de sortir de chez elle pour s'aérer, et l'aide à moins penser à fumer. Cette pratique sportive a aussi pour objectif de ne pas rester en huit clos avec son copain. Parce que sortir et faire du sport était difficile pour Amandine, nous avons changé les modalités de rencontre. Les entretiens dans un bureau se sont transformés en séance de marche active d'une heure dans un parc de la Ville ce qui a permis qu'elle se rende compte du bienfait d'une activité extérieure. L'intervention du service a duré 5 mois ponctués d'entretiens motivationnels, de sorties au par cet d'échanges avec le référent éducatif du STEMOI. Le travail conjoint entre les deux structures a permis à Amandine de réaliser les objectifs qu'elle s'était fixés, de retourner vivre chez sa mère, cesser sa consommation et reprendre une scolarité. Au terme de cette séquence, le contact est maintenu et Amandine sollicite l'éducatrice spécialisée du service pour donner des nouvelles ou demander un conseil.

### 3.6 Stages de sensibilisation aux dangers des drogues à destination des adultes

Le Service Antigone intervient auprès de personnes adultes participants aux Stages de Sensibilisation aux Dangers des Drogues de l'ANPAA sur le volet « risques pour la société ». 124 personnes ont participé au module collectif. Les entretiens individuels n'ayant plus de caractère obligatoire, 21 personnes ont été reçues en 2019 soit 17% des personnes qui ont effectué le stage de sensibilisation.

	Dispositif	Réunions – Séances - rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Préparation des stages	ANPAA	2	3	Travailleur social référent
Bilan de stage et bilan final de l'action		1	2	Chef de Service
Intervention Module drogue et société		9	25	Chef de Service
Entretien Individuel		21	53	Travailleur social référent
<b>Total</b>			<b>83</b>	

On notera une baisse du nombre d'entretiens individuels en complément du stage collectif du fait de la décision du parquet de rendre cet entretien facultatif pour raccourcir le délai de traitement de la mesure pénale. Sortie du principe de « l'aide contrainte », seul quelques stagiaires ont accepté de rencontrer l'intervenante prévention du service pour une évaluation personnalisée des risques liés à une consommation de produits psychoactifs.

### 3.7 Actions collectives de prévention

	Dispositif	Réunions – Séances - Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité des intervenants
Intervention Garantie Jeune	Mission Locale de Nancy	44 séances	140	Travailleur social référent
Nancy Jazz Pulsation	Tous publics	4	16	Travailleur social référent
Intervention collective en milieu scolaire	Forum ado	3 séances	6	Travailleur social référent
<b>Total</b>			<b>162</b>	

Le service est intervenu auprès de 408 jeunes de la Mission Locale de Nancy dans le cadre de 44 réunions tout au long de l'année 2019. Il s'agit de proposer un espace d'information sur les conduites addictives (stupéfiants, alcool, mais aussi internet et les nouvelles technologies) qui représentent un frein à l'insertion sociale et professionnelle.

Les interventions en milieu scolaire restent marginales dans l'activité du service.

L'action de prévention des risques auprès des publics du Festival Nancy Jazz Pulsation s'est poursuivie en 2019. L'éducatrice spécialisée a animé le stand de prévention en partenariat avec d'autres associations.

### 3.8 Accompagnements sociaux

	Dispositif	Effectif	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Accompagnement démarches médicosociales	Prévention des addictions auprès des adultes et jeunes adultes	19 personnes	220	Travailleur social référent

Le service a accompagné 19 personnes dans le cadre d'un projet d'accompagnement pour réduire les conséquences des consommations sur les aspects administratifs et sociaux (logement, travail, etc...).

L'intervention du service a aussi permis d'accompagner plusieurs personnes dans l'élaboration puis la mise en œuvre d'un projet de soins et de soutien psychologique.

La durée de suivi varie selon l'investissement de la personne et la nature des difficultés à traiter. Pour 80 % d'entre elles, la durée de prise en charge se situe entre 6 à 10 mois ponctuée d'entretiens mensuels. L'action de l'éducatrice consiste à aider la personne à prioriser les questions urgentes (budget, logement, professionnel, etc...) puis mobiliser les dispositifs de droits communs susceptibles de répondre aux besoins sociaux identifiés. Lorsque la consommation a un impact sur la santé, elle accompagne la personne dans un parcours de soins (médecin traitant, service spécialisé, etc...).

### 3.9 Observatoire des pratiques addictives

Dispositif	Réunions – Séances - Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Observatoire des pratiques	Hebdomadaire	60	Travailleur social référent
Bilan appel à projet et évaluation	Annuel	15	Chef de service
Gestion et administration des dossiers	Quotidienne	200	Travailleurs sociaux
<b>Total</b>		<b>275</b>	

Depuis 2005, Antigone met en place un recueil des données descriptives et anonymes des personnes reçues en entretien individuel. Cette base d'information permet d'observer les évolutions dans les pratiques de consommation sur les territoires d'interventions et de définir des profils actualisés de consommateurs. Cet observatoire est en outre utilisé pour mettre à jour les informations utilisées dans les interventions collectives et individuelles.

#### 3.9.1 Les profils des publics reçus en mesure d'avertissement

##### 3.9.1.1 Les données sociodémographiques

Les personnes reçues majoritairement sont des hommes avec 87 %. Les personnes résidant sur l'agglomération nancéenne représentent 57 % de la file active. Les personnes résidant sur le Lunévillois représentent 13 % des personnes reçues contre 20 % en 2018.

##### 3.9.1.2 Les typologies des consommations

Le tabac, l'alcool et le cannabis sont les principaux produits consommés.

###### 3.9.1.2.1 Tabac

40% des personnes déclarent avoir diminué leur consommation de tabac principalement en raison de l'augmentation du prix. On notera cependant un nombre de personnes qui expliquent se rendre dans les pays frontaliers pour s'approvisionner.

	2018	2019
1 à 5 cigarettes/jour	19%	15%
6 à 10 cigarettes/jour	40%	41%
11 à 20 cigarettes/jour	23%	26%
+ de 20 cigarettes/jour	18%	18%

### 3.9.1.2.2 Alcool

La consommation d'alcool reste importante chez les personnes reçues en 2019. C'est au sein de la population adulte que l'on retrouve les 18% d'entre elles qui évoquent des difficultés à gérer une consommation quotidienne.

Les entretiens mettent en évidence l'augmentation au moins temporaire de la consommation d'alcool après une tentative d'arrêt du cannabis.

### 3.9.1.3 La perception du vécu du consommateur de cannabis

Les entretiens individuels mettent en évidence qu'une personne sur cinq présente les signes d'une dépendance (incapacité à se projeter dans l'avenir sans consommer, consommation quotidienne, etc...). Une personne sur trois explique une consommation problématique avec des conséquences plus ou moins importantes sur la santé, la vie professionnelle et/ou familiale.

	Non-usage*	Usage	Usage nocif	Dépendance
<b>Diagnostic professionnel</b>	18%	25%	36%	21%
<b>Diagnostic usager</b>	22%	34%	26%	18%
<b>Différentiel</b>	-4	-9	10	3

\*Au moment de l'entretien

### 3.9.1.4 Les propositions d'orientation

Les professionnels du service proposent une série de conseils d'orientation au terme des entretiens individuels. Au total, 93 personnes (ANPAA, PJJ, Mission Locale de Nancy...) ont été reçues en entretien individuel et 55 d'entre-elles se sont engagées dans un accompagnement avec le référent addiction du service. On notera que l'intervention du service a permis à près de la moitié des personnes de reprendre un suivi avec leur médecin traitant ou un addictologue (consultation cannabis, CSAPA et consultation en alcoologie).

Conseil d'orientation	Effectif	Fréquence 2019	Fréquence 2018
	(n=93)		
Consultation tabacologie	80	86%	90%
Consultation cannabis	13	14%	11%
Rendez-vous Antigone	55	59%	21%
Psychologue / CMP			
Consultation alcoologie	8	9%	11%
Service social départemental	8	9%	3%
Médecin de ville	44	47%	21%
Autre service social	9	10%	2%
Centre de soins - CSAPA	12	13%	13%

### 3.10 Perspectives 2020

Il apparaît nécessaire de poursuivre en 2020 les actions de préventions individualisées et collectives auprès des publics PJJ et des publics « Mission Locale ». Les partenariats mis en place avec les associations de prévention (SOS Hépatites, ANPAA...) permettront de proposer des actions conjointes auprès des publics jeunes en insertion. La formation des intervenants des structures Mission Locale et Protection Judiciaire de la Jeunesse aura pour objectif de consolider les possibilités de dépistage et favoriser les orientations vers le service.

Par ailleurs, au registre de la fonction d'observatoire des pratiques mis en place par le service, il sera intéressant d'analyser l'impact de la crise sanitaire COVID-19 sur les comportements de consommation des personnes qui seront reçues en 2020.

